

Au-delà de la recherche d'une décision de justice favorable, mener des actions judiciaires peut aussi permettre, à un niveau plus global, de faire évoluer la jurisprudence et d'obtenir des tribunaux une interprétation du droit plus favorable aux intérêts que l'on défend.

Le recours pour excès de pouvoir (ou recours en annulation)

Un recours pour excès de pouvoir, appelé aussi recours en annulation, est une procédure qui **sert à faire annuler un acte émanant d'une autorité administrative** (ou d'une personne privée exerçant une mission de service public).

Toute décision administrative peut faire l'objet d'un recours, quelle que soit sa forme (arrêté : délibération, simple lettre). Lorsqu'une administration ne répond pas à une demande écrite dans un délai de ...(2 mois)...., on considère que son silence équivaut à un rejet de la demande. Il est alors possible de demander une annulation de ce rejet en introduisant un recours pour excès de pouvoir.

Ce recours peut être exercé dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- **L'autorité qui a pris l'acte n'était pas compétente** pour cela (*un bourgmestre qui prend un arrêté dans un domaine qui relève normalement de la province ou de la région par exemple*).
- **Les obligations de forme** (*publicité,...*) **n'ont pas été respectées** ;
- **Il y a eu un détournement de pouvoir** (*il a été pris dans un but différent de celui prévu par la loi*) ;
- **L'acte pris est illégal** (*il est contraire à une disposition de valeur supérieure : loi ; constitution, ...*)

Ce recours doit être introduit devant une **juridiction administrative** (*tribunal de 1^{ère} instance ou Conseil d'Etat en fonction de la personne qui a signé l'acte attaqué*).

Le **délai** pour demander l'annulation d'un acte administratif est de **deux mois** après sa publication au moniteur belge.

Qu'est-ce que les dépens ? Les dépens sont les frais engagés au cours du procès du fait des mesures d'instruction ordonnées par le juge (ils correspondent généralement aux frais d'expertise ou indemnités versées aux témoins déposants). Ils sont **normalement supportés par la partie perdante**, sauf si le juge, à la demande de l'une des parties, en décide autrement.

La demande de remboursement des frais engagés par le procès : Les parties ont la possibilité de demander au juge de **condamner l'autre partie à rembourser les frais engagés personnellement pour le procès** (honoraires d'avocat, constat d'huissier, frais de déplacement ou d'envoi de documents,...). Même si aucun avocat n'a été engagé une somme forfaitaire peut être demandée auprès du juge pour le temps passé à travailler sur le dossier.